

LE 5 FEVRIER, ON Y VA.... TOUTES et TOUS DANS LA RUE, POUR REpondre A L'URGENCE SOCIALE !

Depuis de nombreuses années, les politiques menées au service du capital par les gouvernements successifs génèrent de fortes injustices sociales, territoriales et fiscales. La CGT n'a cessé d'alerter les pouvoirs publics, de mobiliser dans les entreprises et les services contre des réformes régressives et pour une autre répartition des richesses produites dans le pays.

Gouvernement et patronat sont restés sourds et sont responsables de la crise actuelle.

Ce ne sont pas les mesurette récentes annoncées par le gouvernement en réponse au mouvement des gilets

jaunes qui répondent aux urgences sociales. Les 57 milliards d'euros versés aux actionnaires des grandes entreprises démontrent l'ampleur des richesses créées par les travailleurs. Au-delà des mobilisations des citoyen-ne-s depuis de nombreuses semaines, il est indispensable de construire un rapport de force pour imposer au patronat la redistribution des richesses, pour obtenir des augmentations de salaire (SMIC, point d'indice), une réforme de la fiscalité, le contrôle des aides publiques, le développement des services publics partout sur le territoire, le respect des libertés publiques.

TOUS ENSEMBLE, NOUS POUVONS GAGNER SUR NOS REVENDICATIONS

A la DGFIP, depuis la mi-janvier des actions sont menées dans les départements autour des Comités Techniques Locaux (CTL). Le ton s'est durci avec la grève de 48 heures en Gironde et des appels fermes à la grève avec des volontés de reconduction et de blocages de sites... Des AG sont convoquées conformément à l'appel intersyndical du 15 janvier, pour établir les cahiers revendicatifs et poser clairement la question de la reconduction de la grève. Les plateformes téléphoniques (CPS, CIS et des CDC) et plus d'une dizaine de départements se sont inscrits

dans la grève le 28 janvier.

La colère monte ! Partout les revendications sont exprimées sur le besoin d'emplois, l'augmentation de la rémunération, les conditions de travail, les règles de gestion. Les restructurations du réseau, la « géographie revisitée » (maisons de services au public, « fiscobus »,...) à la mode DGFIP ont une seule logique : exploser les structures et le maillage territorial de la DGFIP avec comme conséquence une dégradation du service rendu à l'utilisateur.

C'est maintenant qu'il faut se faire entendre !

Pour l'avenir de nos enfants, c'est dans la rue que cela se gagne !

Après analyse de la mobilisation dans nos services, prenant en considération les chiffres de la grève du 14 décembre, la CGT DiSI Nord a décidé, pour l'instant, de ne pas faire un appel ferme à la grève le 5 février mais à demander aux agents de participer massivement aux manifestations organisées dans les régions (Amiens 14h30 macu, Lille Porte de Paris) en posant congés, récupération, sans exclure la possibilité de se mettre en grève.

Manifester pour défendre le droit à manifester

Lors des manifestations du samedi 26 janvier, à Lille, à Amiens, les secrétaires des UD CGT de la Somme et du Nord ont été menacés d'être arrêtés par la police pour la seule raison qu'ils exerçaient leur droit à manifester. A Amiens, le commissaire de police a exigé que les drapeaux CGT quittent le cortège des « gilets jaunes », dans le cas contraire, c'était la garde à vue pour tous. **Comme partout, ils nous gazent et nous menacent mais ce sont eux qui ont peur ! Défendons aussi notre liberté à manifester le 5 février dans la rue!**